

millions de personnes qui sont sans emploi, sont sous-employées, ont cessé de chercher du travail ou sont indigentes. Voilà à quoi se résume la situation. Nous sommes en train de donner suite à leur demande. Nous avons saisi la Chambre d'une motion qui vient en aide à ces gens. Nous voulons savoir ce que les autres députés ministériels feront à ce sujet. Finiront-ils par comprendre, à l'instar de leurs collègues qui ont signé la lettre, que la situation a dépassé les limites de l'acceptable pour les Canadiens et appuieront-ils leurs collègues? Nous devons tous collaborer et prendre les mesures qui s'imposent pour corriger cette triste situation.

● (1630)

Que comptons-nous faire à ce sujet? Le ministre des Finances (M. MacEachen) prétendait avoir réglé les problèmes du Canada dans son budget du 12 novembre dernier. A-t-il créé des emplois, ou encore des programmes économiques ou un climat qui favoriseraient l'expansion industrielle? Non, bien au contraire. Son budget recèle de mesures décourageantes. Comme solution, le ministre préconise d'augmenter le fardeau fiscal des travailleurs. Il a accusé les hommes d'affaires d'escroquer le fisc et leur a annoncé qu'il comptait établir de nouvelles règles. Le gouvernement va intervenir dans le secteur privé et empêcher les entreprises d'étendre leur activité. Voilà la solution que le ministre des Finances propose au problème actuel du Canada.

Il y a lieu de se demander qu'est ce qui incite le ministre à agir de la sorte. Est-il aveugle à nos maux? Ne rentre-t-il jamais dans sa circonscription? Connaissez-vous la situation dans sa circonscription de Cap-Breton-Highlands-Canso, monsieur l'Orateur? On y trouve des bureaux de poste à tous les coins de rue et des parcs un peu partout. Ses électeurs ont besoin de ces parcs, car ils n'ont pas d'emploi pour les occuper et ils n'ont donc rien d'autre à faire que de s'y promener. Le ministre n'a jamais créé d'emploi dans sa circonscription. Il accorde 2 millions de dollars, deux fois par année, pour les programmes d'emploi d'hiver et de Travail jeunesse dans sa circonscription. Toutes les autres circonscriptions de la Nouvelle-Écosse reçoivent \$100,000 pour les mêmes programmes. Voilà le traitement qu'il réserve à ses électeurs. Le détroit de Canso est doté du port le plus profond et le mieux situé de la côte de l'Atlantique, mais il ne s'y passe rien. Il fut un temps où on y trouvait une raffinerie de pétrole, mais celle-ci a fermé ses portes un jour. Le quai commun a été pratiquement inutilisé depuis. Mais le ministre offre quand même à ses électeurs des bureaux de postes, des parcs et des petits projets pour les occuper. Voilà comment il règle le dossier du chômage dans sa circonscription.

Pourtant, le premier ministre (M. Trudeau) lui confie la responsabilité de résorber le chômage à l'échelle nationale. Voilà qui est très révélateur de l'embarras dans lequel nous nous trouvons. Le ministre des Finances ne mesure pas l'ampleur de la situation. Le principe de Peter vient d'entrer en jeu. Le ministre a atteint son niveau d'incompétence.

Heureusement, il se trouve des députés dans son propre parti, qui comprennent la situation. Non seulement les députés des partis de l'opposition, la presse nationale et encore la plupart des économistes, mais aussi des députés de son parti se rendent compte que le ministre ne sait pas de quoi il parle.

Il a perdu tout contrôle et voudrait appliquer des mesures nettement insuffisantes pour relancer l'économie. Pis encore, il

Les subsides

cherche à berner les Canadiens sur les projets qu'il entrevoit. Avec ces dispositions budgétaires, le ministre a essayé de faire croire au Parlement et aux Canadiens qu'il leur présentait un budget d'austérité. Il prétend réduire le déficit fédéral, mais il ne trompe pas là-dessus le Conseil économique du Canada. Ce dernier a compris que le déficit fédéral ne sera pas amenuisé, mais plutôt simplement transféré aux provinces. Le ministre se contente simplement de transmettre aux provinces le fardeau du déficit fédéral de 5 milliards de dollars. Ce déficit entrera dans leurs livres car elles en hériteront par le biais des transferts et des paiements effectués aux titres des programmes établis. Le ministre n'a rien fait pour freiner les dépenses du gouvernement.

J'en ai eu la preuve aujourd'hui, comme par magie. J'ai lu en effet dans le journal d'Ottawa que le ministre des Communications (M. Fox) et le premier ministre avaient annoncé la construction d'un nouveau musée national au coût de 185 millions de dollars. Le gouvernement va dépenser 185 millions de dollars pour un musée! Plus tôt aujourd'hui, le ministre chargé du logement (M. Cosgrove) nous a dit qu'il allait mettre en œuvre des programmes visant à aider les Canadiens à résoudre leurs problèmes de logement. Le budget prévoyait que l'on aide les propriétaires en difficulté et que l'on consacre \$7,500 par logement pour la construction de 15,000 logements en vue de répondre aux besoins de la population. La mise en œuvre des propositions contenues dans un projet de loi dont il a saisi la Chambre coûtera au total 350 millions de dollars. Le gouvernement ne prévoit que 350 millions de dollars pour aider les Canadiens à absorber des taux d'intérêt hypothécaire excessivement élevés ou à se trouver un logement, denrée qui se fait de plus en plus rare dans la plupart des villes canadiennes, alors qu'il va dépenser 185 millions de dollars pour un musée. Je crois important de sauvegarder le patrimoine canadien, mais nous devons empêcher que des propriétaires se fassent saisir leur maison et éviter tous les problèmes sociaux qui en découleraient. Nous ne pouvons permettre que des Canadiens qui n'ont pas les moyens de payer leur loyer se retrouvent à la rue, au crochet des municipalités, alors que le gouvernement construit un musée de 185 millions de dollars. Le gouvernement est-il complètement démuné de cœur et de bon sens?

Le ministre ne comprend pas les besoins des Canadiens. Pourquoi les députés ministériels, le ministre des Finances et le premier ministre ne voyagent-ils pas dans tout le pays pour découvrir les besoins des Canadiens? Sont-ils aveugles? Ils ont élaboré un budget qui, selon eux, devait rendre le régime fiscal plus équitable.

Si le gouvernement avait voulu rendre le régime fiscal plus équitable, il aurait mené une enquête en bonne et due forme et se serait mis à l'écoute des problèmes fiscaux des Canadiens. Les ministériels ont débattu de ces problèmes dans le but de mettre au point un régime fiscal qui fût équitable pour l'ensemble des Canadiens.

Lorsque le très honorable John G. Diefenbaker était au pouvoir, il a chargé la Commission Carter d'étudier le régime fiscal. Ses membres ont voyagé dans tout le Canada pour se familiariser avec les problèmes des Canadiens et ils ont finalement proposé certains changements au régime fiscal. Ces propositions étaient contenues dans le rapport de la Commis-